

CALVARY CHAPEL NICE

(Association culturelle – Loi du 9 décembre 1905)

10 AVENUE AIME MARTIN - 06200 NICE

Siret 49870776900028 - RNA W062006222

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs les Membres,

I.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CALVARY CHAPEL NICE** relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III.- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Vergèze, le 25 avril 2026

Le Commissaire aux comptes

SAS DAAT AUDIT

représenté par M. Samuel PETE



**ANNEXE – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN

DOCUMENT DÉFINITIF *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

ACTIF		Brut		Amt-Dépr	Exercice 2025		Exercice 2024
<u>Immobilisations incorporelles</u>							
<u>Immobilisations corporelles</u>							
Terrains	AN	47 955,00	AO		47 955,00		47 955,00
Constructions	AP	498 049,11	AQ	244 694,12	253 354,99	+4%	242 628,90
Install. techniques, matériel & outillages industr	AR	5 144,70	AS	3 913,03	1 231,67	-33%	1 831,67
Autres immobilisations corporelles	AT	4 015,58	AU	1 452,76	2 562,82		65,36
<u>Immobilisations financières</u>							
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</u>		555 164,39		250 059,91	305 104,48	+4%	292 480,93
<u>Stocks et en-cours</u>							
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>	BV		BW				
<u>Créances</u>							
Créances diverses	BZ	1 165,00	CA		1 165,00	+27%	915,00
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	CD		CE				
<u>Disponibilités</u>	CF	140 411,99	CG		140 411,99	-2%	143 096,01
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF CIRCULANT</u>		141 576,99		0,00	141 576,99	-2%	144 011,01
<u>TOTAUX GÉNÉRAUX</u>		696 741,38		250 059,91	446 681,47	+2%	436 491,94



DOCUMENT DÉFINITIF *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

PASSIF		Exercice 2025		Exercice 2024
Fonds propres				
Report à nouveau	DH	425 775,44	+9%	390 614,22
Résultat de l'exercice	DI	15 999,13	-54%	35 161,22
Situation nette - Sous-totaux		441 774,57	+4%	425 775,44
Fonds propres consommables				
Sous-Totaux des fonds propres consommables				
SOUS-TOTAUX DES FONDS PROPRES		441 774,57	+4%	425 775,44
Fonds reportés ou dédiés				
SOUS-TOTAUX DES FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS				
Provisions pour risques et charges				
SOUS-TOTAUX				
Dettes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	3 360,00		3 360,00
Dettes fiscales et sociales	DY	1 546,90	-79%	7 356,50
SOUS-TOTAUX		4 906,90	-54%	10 716,50
TOTAUX GÉNÉRAUX		446 681,47	+2%	436 491,94



COMPTE DE RESULTAT

DOCUMENT DÉFINITIF *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

CPTE DE RESULTAT EN LISTE		Exercice 2025		Exercice 2024
Produits d'exploitation				
Produits de tiers financeurs				
Dons manuels	XA1	92 463,00	+6%	87 091,41
Mécénat	XA3	2 500,00		195,00
Contributions financières	XA4	36 456,57	-24%	47 982,33
Autres produits	FQ	7,30	-4%	7,64
Charges d'exploitation				
Fournitures non stockables	FWC	-2 489,90		-2 478,38
Fournitures d'entretien et de petit équipement	FWD	-2 817,29	-42%	-4 852,20
Fournitures administratives	FWE	-96,42	-83%	-557,20
Petits logiciels	FW1	-59,70		
Autres fournitures	FWF	-747,85	+57%	-475,05
Charges locatives et de copropriété	FWJ	-3 663,50	+2%	-3 579,62
Entretien et réparations	FWK	-142,00	-89%	-1 298,23
Assurances	FWL	-1 159,91	+7%	-1 082,99
Divers				
Frais de colloques, séminaires, conférences	FWO		-100%	-125,00
Autres	FWP	-445,00	+1%	-440,00
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	FWR	-3 360,00	-61%	-8 670,00
Publications, relations publiques	FWS	-523,44	+13%	-464,53
Frais postaux et de télécommunications	FWV	-880,15	+5%	-840,36
Services bancaires et assimilés	FWW	-450,81		-452,95
Aides financières	FW2	-1 300,00	+8%	-1 200,00
Impôts, taxes et versements assimilés	FX	-1 538,00	+3%	-1 491,00
Salaires et traitements	FY	-75 355,44	+32%	-57 224,59
Charges sociales	FZ	-12 922,56	+62%	-7 961,54
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	GA	-8 597,12	+3%	-8 328,40
Autres charges	GE	-415,12	-38%	-673,67
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 462,66	-56%	33 080,67
Produits financiers				
Intérêts et produits assimilés	GL	1 541,11	-26%	2 080,55
Charges financières				
Différence négatives de change	GS	-4,64		



DOCUMENT DÉFINITIF *** Situation du 01/01/2025 au 31/12/2025

CPTE DE RESULTAT EN LISTE		Exercice 2025		Exercice 2024
RESULTAT FINANCIER		1 536,47	-26%	2 080,55
<u>Produits exceptionnels</u>				
<u>Charges exceptionnelles</u>				
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
RESULTAT DE L'EXERCICE		15 999,13	-54%	35 161,22
<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
TOTAL				
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
TOTAL				



ANNEXE

SOMMAIRE

- DESCRIPTION DE L'ENTITÉ
- RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES
- VARIATION DES FONDS PROPRES
- TABLEAU DES IMMOBILISATIONS
- TABLEAU DES AMORTISSEMENTS
- ETAT DES CRÉANCES ET DES DETTES
- CHARGES À PAYER
- HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
- ÉTAT SÉPARÉ DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER

DESCRIPTION DE L'ENTITÉ

Identité de l'Association

L'Association dénommée Calvary Chapel Nice a été fondée le 15/10/2000.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 10 Avenue Aimé Martin, 06200 Nice.

Elle est déclarée en préfecture des Alpes-Maritimes sous le numéro RNA W062006222.

Son numéro Siret est le 498 707 769 00028.

Objet social

L'Association a pour objet d'assurer l'exercice public du Culte Protestant Évangélique conformément aux principes indiqués dans la Confession de Foi, les Statuts et le Règlement Intérieur, d'enseigner et d'étudier la Bible, de propager le message et la pratique de l'Évangile de Jésus-Christ par tout moyen légal, et de pourvoir aux frais et besoins du culte.

Liste des lieux de culte

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Circonscription religieuse : L'association ne connaît aucune limite territoriale à son action.

L'Association gère un seul lieu de culte, au lieu du siège social.

Moyens mis en œuvre

L'Association est propriétaire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

L'Association compte parmi ses effectifs trois ministres du culte rémunérés et affiliés à la Cavimac.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des autres tâches est assuré par des bénévoles.



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre - à l'exception des mentions faites au *Modifications des méthodes* ci-dessous,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Modifications de méthodes comptables

Mise en application du règlement ANC 2022-06 à compter du 1/01/2025.

Événements marquants de l'exercice

Il y a eu un seul événement important en ce qui concerne l'association et sa comptabilité pendant cet exercice recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 :

- En décembre 2025, l'association a fait renover la cuisine se trouvant dans les locaux du 10 Avenue Aimé Martin, 06200 Nice.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.



RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---|------------|
| • Constructions - Gros œuvre | 50 ans |
| • Agencements et aménagements des constructions | 15 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 5 à 10 ans |
| • Mobilier | 8 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Néant.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, les comptes de l'entité font apparaître une provision pour congés à payer qui ne concerne que les salariés qui relèvent du droit du travail.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : Néant.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement des bénévoles qui se mobilisent dans le cadre de son activité. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement ainsi qu'à l'objet de l'association.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des trois ministres du culte dont les rémunérations sont enregistrées dans les comptes de l'association, tous les services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025 sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.



VARIATION DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentat ^o	Diminut ^o	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	390 614	35 161			425 775
Excédent ou déficit de l'exercice	35 161	-35 161	15 999		15 999
Situation nette	425 775		15 999		441 775
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	425 775		15 999		441 775



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres immobilisations incorporelles					
Total immobilisations incorporelles					
Terrains	47 955				47 955
Constructions sur sol propre	366 856				366 856
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gnles, agenc. Constructions	112 543	18 561			131 193
Install. techniques, matériel, outillage	5 145				5 145
Install. gnles, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique					
Mobilier	1 446	2 570			4 016
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total immobilisations corporelles	533 945	21 220			555 165
Legs destinés à être cédés					
Donations destinées à être cédées					
Total legs et donations à céder					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immob. Financières					
Total immobilisations financières					
TOTAL GENERAL	533 945	21 220			555 165



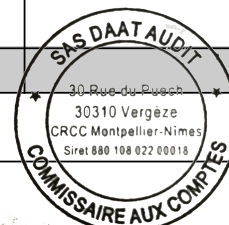
TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions Virements	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles				
Aménagement Terrains				
Constructions sur sol propre	127 054	7 337		134 391
Constructions sur sol d'autrui				
Install. gnles, agenc. Constructions	109 715	588		110 303
Install. techniques, matériel, outillage	3 313	600		3 913
Install. gnles, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique				
Mobilier	1 380	73		1 453
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	241 462	8 598	0	250 060
TOTAL GENERAL	241 462	8 598	0	250 060



ETAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

CREANCES	Montant brut	DEGRÉ DE LIQUIDITÉ DE L'ACTIF		
		À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients et usagers douteux ou litigieux				
Clients, usages et comptes rattachés				
Reçues sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et vers. Assimilés				
Divers	1 165	1 165		
Fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL CREANCES	1 165	1 165		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES	Montant brut	DEGRÉ D'EXIGIBILITÉ DU PASSIF		
		À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
Emprunts obligatoires et assimilés(1)				
Emprunts(1) et dettes étab. de crédit(2)				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 360	3 360		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 485	1 485		
Dettes fiscales	62	62		
Dettes s/immob. et comptes rattachés				
Fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	4 907	4 907		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
Dont à plus de 2 ans à l'origine				



CHARGES À PAYER

MONTANTS DES CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	
Emprunts obligatoires convertibles	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 360
Dettes des legs ou donations	
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	3 360



HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	MONTANT
Contrôle légal des comptes	3 360
Services autres que la certification des comptes	
TOTAL	3 360



ÉTAT SÉPARÉ DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER
--

Nature	État des contributeurs	Montant
Dons manuels de personnes physiques	Allemagne	680 €
Dons manuels de personnes physiques	Royaume-Uni	1 951 €
Dons manuels de personnes physiques	États-Unis	10 755 €
Contributions financières	États-Unis	36 456 €
	TOTAL	49 842 €

